Manifeste des peuples, en vue de l'Alter Sommet européen les 7 et 8 juin 2013 à Athènes

mardi 28 mai 2013

Le processus de l'Alter Sommet a été officiellement lancé à Florence le 10 Novembre 2012, à l'occasion du 10e anniversaire du 1er Forum social européen.

La prochaine étape : un grand rassemblement à Athènes en juin 2013, avec des personnalités, des réseaux universitaires, et des organisations et mouvements venus de toute l'Europe.

D'ici là des manifestations nationales auront lieu dans différents pays pour préparer une large mobilisation pour l'événement organisé à Athènes.

Les mouvements, réseaux et organisations européens membres de l'Alter Sommet rédigent ensemble une plate-forme commune, un "Manifeste des peuples", comprenant leur analyse commune et des propositions pour un autre agenda politique européen.

Ce Manifeste sera présenté à Athènes, pour clamer haut et fort que l'austérité n'est pas une fatalité et que des politiques alternatives existent. Imposons-les et construisons l'Europe démocratique, sociale, écologique et féministe que nous attendons toutes et tous !

Sommaire de cet article

- Mettons un terme à l'austérité Et exigeons une véritable démocratie !
- En finir avec l'esclavage de la dette
- Pour une Europe écologique et sociale : stop à l'austérité !
- Des droits pour toutes et tous : non à la précarité et à la pauvreté !
- Pour la démocratie économique : les banques au service de l'intérêt général
- Mobilisons-nous pour la démocratie !

Manifeste des peuples

Nos revendications communes et urgentes pour une Europe démocratique, sociale, écologique et féministe !

Mettons un terme à l'austérité Et exigeons une véritable démocratie !

L'Europe est au bord du gouffre. Les politiques d'austérité ruinent les peuples, menacent la démocratie et démantèlent notre modèle social. Les inégalités croissantes sapent la cohésion

sociale. La crise écologique s'accroît et de graves crises humanitaires frappent les pays les plus touchés. Les femmes et les jeunes sont frappés de plein fouet. Des méthodes de plus en plus autoritaires sont appliquées par une oligarchie européenne pour maintenir un système néolibéral en faillite, malgré les résistances et protestations populaires. La démocratie et la paix sont menacées ; Le nationalisme, ainsi que les discriminations religieuses, racistes, homophobes ou sexistes se développent à mesure que la crise s'approfondit chaque jour davantage. L'existence même de l'Union européenne est menacée par des politiques qui mettent à mal la solidarité entre les peuples.

Il est désormais urgent de refonder l'Europe sur des principes d'égalité, de solidarité, et de véritable démocratie. Les gouvernements européens et institutions de l'UE gouvernent actuellement pour le compte des marchés financiers au mépris de la souveraineté populaire : ils doivent être placés sous contrôle démocratique. L'intérêt général doit primer, ainsi que la satisfaction des besoins sociaux et écologiques. Ces principes sont les bases sur lesquelles nous formulons nos revendications pour une Europe démocratique, sociale, écologique et féministe, solidaire avec les autres peuples du monde.

En finir avec l'esclavage de la dette

La dette publique résulte de choix économiques et politiques qui sont toujours à l'ordre du jour des gouvernements et institutions européens : des décennies de réformes fiscales et de cadeaux fiscaux ont délibérément bénéficié aux plus riches et fait exploser les dividendes des grands groupes ; les pouvoirs publics, avec l'argent public, ont renfloué bon nombre de banques privées – lesquelles ont été laissées libres de spéculer sur les obligations d'Etat ; les politiques d'austérité ont étranglé les ménages et des petites entreprises, aggravant la récession ; la corruption ou la collusion entre élus et intérêts privés a contribué au gaspillage de l'argent public. La dette privée, quant à elle, résulte dans de nombreux pays d'un endettement des ménages promu à tort et à travers par le système financier et les gouvernements pour soutenir la consommation privée et compenser la baisse des salaires réels.

Les mesures prises par les institutions et gouvernements européens visent à faire payer cette dette par les peuples. Une partie non négligeable de ces dettes peut pourtant être considérée comme illégitime, dans la mesure où elle a été contractée sans égards pour le bien commun. Il est désormais évident que de nombreux pays ne pourront jamais rembourser ces dettes.

Les droits humains passent avant le service des dettes, et les besoins humains avant le profit. Des mesures immédiates doivent être prises au niveau européen pour libérer les peuples de la pression des marchés financiers et du chantage à l'austérité ; elles doivent s'accompagner de politiques fiscales, monétaires et budgétaires pour sortir durablement les pays européens du piège de la dette.

Revendications communes et urgentes :

1.
Annuler en urgence les memoranda imposés par la Troïka aux pays surendettés. Annuler une part importante de leur dette publique, sans porter préjudice aux petits épargnants ou aux retraité-es. Les banques et le secteur financier doivent être mis à contribution. Les montants à annuler doivent être définis démocratiquement. Les audits citoyens peuvent être, à ce titre, un outil efficace.

2.
Suspendre les paiements jusqu'à ce que les populations soient protégées contre la pauvreté et le chômage, que le développement économique et la transition écologique soient assurés, et que les services publics, les droits économiques et sociaux soient renforcés.

3.
Mettre en œuvre une taxation exceptionnelle sur les grandes fortunes.

4.
Exiger de la banque centrale européenne – et d'autres institutions bancaires européennes – qu'elles prêtent directement aux Etats à des taux très bas et sous contrôle démocratique, sans que ces prêts ne soient conditionnés à des « réformes » structurelles néolibérales.

Pour une Europe écologique et sociale : stop à l'austérité !

Partout en Europe, et en particulier au Sud et à l'Est, les institutions et gouvernements européens imposent des politiques d'austérité brutales, soi-disant afin de réduire les dettes. Des populations entières sont surendettées, les budgets publics sont dramatiquement réduits dans bien des domaines essentiels, des investissements précieux, scientifiques ou industriels, sont abandonnés alors qu'ils pourraient contribuer à la transition écologique et sociale.

Imposées par les institutions et gouvernements européens, les politiques d'austérité créent une spirale destructrice : économies laminées, aggravation des dettes, du chômage, de la crise écologique et du saccage des campagnes, des terres et du travail paysan. Une minorité continue pourtant de s'enrichir. Aujourd'hui, 10% des européens possèdent plus de la moitié des richesses. Ces politiques d'austérité injustes contribuent à maintenir ces inégalités, ainsi que le modèle néolibéral qui détruit la planète et menace les droits démocratiques et sociaux.

Nous voulons un renversement complet de ces politiques, nous exigeons un autre modèle de société qui garantisse la justice sociale, l'égalité, une juste répartition de la richesse, la soutenabilité écologique et la protection des biens communs.

Revendications communes et urgentes :

1.
Mettre un terme à l'austérité, qui nous enfonce dans la récession. Refuser ou annuler les traités et règlements qui l'imposent, comme le Pacte Budgétaire, le « Six-pack » et le « Two-pack » ou encore le Pacte de compétitivité en discussion. Les déséquilibres commerciaux au sein de la zone euro doivent être réduits par un ajustement des pays en excédent et non en imposant l'austérité aux pays en déficit. La politique budgétaire doit rester l'objet de choix démocratiques.

2.
Assurer la justice fiscale avec une taxation juste et progressive des revenus, des fortunes, et des profits des entreprises avec des taux minimaux effectifs dans tous les pays européens. Revenir sur les augmentations des taxes sur la consommation, les réduire sur les produits de première nécessité. Interdire les paradis fiscaux et renforcer la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale.

3.
Développer à l'échelle européenne, sous contrôle social, des programmes d'investissement dans la transition écologique et sociale. Cette transition doit reposer sur une politique industrielle et agricole qui réponde aux défis de la crise écologique ainsi qu'au besoin de créer des millions d'emplois de qualité. Ces programmes doivent miser sur des activités d'intérêt général, écologiquement soutenables et socialement utiles, et notamment l'éducation, la transition énergétique, les transports publics, la souveraineté alimentaire. Dans le même temps, les budgets militaires doivent être réduits, ainsi que les dépenses socialement ou écologiquement nuisibles. Le budget de l'UE et celui des Etats doivent être réorientés dans le même sens.

4.
Renforcer et développer les biens communs sociaux et environnementaux, redéfinir et développer les services publics, notamment dans les domaines de la santé, de la recherche, de l'éducation, de la petite enfance, du transport, de l'énergie, de l'eau, du logement public, de l'information et de la culture… Stopper ou revenir sur les privatisations de ces services qui doivent relever du secteur public ou coopératif et être gérés démocratiquement.

Des droits pour toutes et tous : non à la précarité et à la pauvreté !

Les politiques d'austérité s'attaquent à nos droits économiques et sociaux et notre protection sociale. Elles entraînent la chute du niveau de vie, jusqu'à provoquer des catastrophes humanitaires dans certains pays. Leurs conséquences sont le chômage massif, la dégradation des conditions de travail et de vie. La pauvreté explose : aujourd'hui, 120 millions d'européen-nes sont pauvres.

A la faveur de la crise, ces politiques vont encore plus loin. Elles s'attaquent au droit du travail et au rôle des syndicats, et notamment à leur droit d'agir et de négocier collectivement. Elles imposent le principe de la compétitivité pour mieux diviser les peuples, diminuer les salaires, augmenter les profits et transformer la nature et les activités humaines en marchandises. Les accords de libre-échange contribuent au dumping fiscal, social et écologique.

Les personnes précaires, qu'elles soient actives ou au chômage, handicapées, retraitées, sont les plus touchées. Parmi ces précaires, les femmes, les jeunes et les migrant-es sont en première ligne. Les femmes sont particulièrement affectées par les attaques sur le droit du travail et doivent aussi en partie compenser la démolition des services publics. Les migrant-es se voient nier leurs droits fondamentaux et une génération entière de jeunes européen-nes est frappée par une régression sociale sans précédent.

Nous voulons que chaque citoyenne et citoyen dispose de droits démocratiques, économiques, environnementaux et sociaux effectifs.

Revendications communes et urgentes :

1.
Restaurer la liberté de négociations et d'actions collectives ; rétablir les conventions collectives et le droit du travail mis à mal par les plans d'austérité. Garantir la démocratie sur les lieux de travail. Respecter les normes de l'OIT et de la Charte Sociale Européenne y compris aux travailleurs et travailleuses migrant-es. Mettre un terme au travail précaire.

2.
Mettre fin au dumping salarial et social en Europe et dans le monde, notamment par le biais d'accords internationaux ; construire un socle commun de garanties collectives en Europe, assurant un haut niveau de protection sociale et de droits économiques pour toutes et tous.

3.
Augmenter les salaires. Instaurer un salaire minimum suffisant, fixé dans chaque pays par la loi ou par des conventions collectives contraignantes, et un revenu minimum suffisant pour une vie digne. Réduire la durée du travail sans perte de salaire, et assurer un partage équitable des tâches domestiques non-payées. Promouvoir le droit de toutes et tous à un emploi dans des conditions de travail acceptables. Réduire fortement le différentiel de salaires au sein d'une même entreprise.

4.
Protéger le droit au logement décent des ménages endettés, et plus généralement de toute la population. Assurer l'accès effectif à des services de santé et de prévention pour toutes et tous.

5.
Imposer l'égalité entre les femmes et les hommes en matière de salaires, de pension et de carrière professionnelle. Interdire toute discrimination au travail basée sur le genre, l'origine ethnique, la nationalité, ou l'orientation sexuelle. Prendre des mesures fortes contre les violences faites aux femmes.

6.
Renforcer le statut social et politique des migrant-es. Revenir sur les politiques de criminalisations des migrant-es et des réfugié-es. Assurer les droits des migrant-es et le droit d'asile, fermer les camps de rétention, mettre un terme aux opérations de l'agence FRONTEX.

Pour la démocratie économique : les banques au service de l'intérêt général

L'écroulement du système bancaire privé de 2008 n'était pas un accident, mais la conséquence des errements d'un secteur financier au service exclusif des actionnaires et des spéculateurs au détriment de l'intérêt public. Depuis des décennies, les gouvernements ont non seulement toléré, mais aussi organisé cette logique, en cédant à toutes les exigences des multinationales de la finance ; et en privatisant banques ou caisses d'épargne publiques (ou coopératives), qui étaient jusque-là orientées vers des activités économiques régionales et utiles. L'absence de régulation a par ailleurs permis à des organisations criminelles de blanchir leurs profits considérables et de les investir librement.

Face à l'écroulement du système bancaire, les gouvernements ont injecté des milliards d'euros pour sauver les banques et leur ont offert des garanties inconditionnelles, sur le dos des contribuables. La suprématie des barons de la finance s'en est trouvée confortée.

Nous exigeons que les banques servent l'économie, la société et l'environnement : les gouvernements et les institutions européennes doivent dès à présent prendre toutes les mesures pour en finir avec le pouvoir démesuré des institutions financières, via une réglementation drastique de la finance et/ou une mise sous contrôle démocratique des banques.

Revendications communes et urgentes :

1.
Renégocier les garanties disproportionnées accordées aux banques privées, et exercer un contrôle public sur les faillites des banques pour éviter les effets négatifs sur la société. Les actionnaires et créanciers de ces banques doivent être mis à contribution. Les banques ainsi sauvées doivent être mises sous contrôle social.

2.
Imposer une régulation stricte et effective des banques et des institutions financières. Séparer complètement les banques de dépôt et les banques d'affaires. Interdire le recours aux paradis fiscaux et à toutes activités hors-bilan. Abolir le secret bancaire. Taxer les transactions financières et restaurer le contrôle des mouvements de capitaux. Les banques « trop grandes pour faire faillite » doivent être démantelées.

3.
Mettre en place un contrôle démocratique et social des banques et institutions financières. Orienter le crédit vers des activités créatrices d'emplois qui participent du développement écologique et social. Prioriser et encourager les établissements de crédit publics, mutualistes ou coopératifs.

Mobilisons-nous pour la démocratie !

Les politiques actuellement mises en œuvres en Europe représentent une menace pour la démocratie. Le débat démocratique est muselé, les répressions se multiplient contre les mouvements sociaux et les divisions entre les peuples et les pays s'accroissent. La conséquence prévisible est la montée des mouvements racistes, d'extrême droite voire fascistes qui exploitent le ressentiment, en le dirigeant contre les migrant-es, les précaires, les minorités, les étranger-es ou les autres peuples européens. Pour défaire ces mouvements, il faut d'abord en finir avec l'austérité.

Les alternatives existent : nous devons créer le rapport de force pour les imposer, et pour réinventer une véritable démocratie économique et sociale en Europe ; c'est notre responsabilité.

Parce que nous refusons d'être gouvernés par une oligarchie auto-proclamée de dirigeant-es européen-nes ;

Parce que nous refusons l'exploitation des peuples et de la nature en Europe comme dans le reste du monde ;

Parce que nous refusons que l'Europe contribue à la militarisation et aux conflits armés ;

Parce que nous voulons mettre fin à l'oppression et à l'exploitation des femmes, et en finir avec le patriarcat ;

Parce que nous voulons une véritable démocratie, une vraie participation et la souveraineté du peuple ;

Parce que nous voulons une société qui donne la priorité aux besoins écologiques et sociaux ;

Nous construisons un mouvement unitaire pour une Europe démocratique, sociale, écologique et féministe !

Pour soutenir et renforcer les luttes des peuples nous rassemblons nos forces et nous battons ensemble pour faire de nos revendications des réalités par des actions nationales et européennes

L'Alter Summit des 7 et 8 juin 2013 à Athènes sera une étape importante dans cette direction.

– calendrier et informations : www.altersummit.eu
– contact :